



PROGRAMME
AFRIQUE/S

ÉLECTION AU CAMEROUN : APRÈS 43 ANS DE PRÉSIDENTENCE DE PAUL BIYA, EST-IL ENCORE POSSIBLE D'ESPÉRER ?

Entretien réalisé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS, avec
Jean-Pierre Bekolo / Auteur-réalisateur et cinéaste
camerounais

Octobre 2025



ENTRETIEN AVEC



Jean-Pierre Bekolo / Auteur-réalisateur et cinéaste
camerounais



PROGRAMME
AFRIQUE/S

Le programme Afrique/s de l'IRIS s'inscrit à la jonction de la diversité et de la singularité du continent.

Il a pour ambition d'analyser les dynamiques endogènes qui impactent le continent, sans obérer les recompositions géostratégiques des puissances étrangères, en travaillant avec des chercheurs, des think tanks, des artistes et des intellectuels africains. À différents niveaux d'échelle, il s'agit de montrer la complexité des rapports de force qui se structurent.

Il est dirigé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

L'AFROPOCENE : OU COMMENT L' ÉLITE CAMEROUNAISE A INSTITUTIONNALISE L' ÉCHEC

CAROLINE ROUSSY : En tant qu'artiste et intellectuel engagé, dans quel état d'esprit abordez-vous la présidentielle du 12 octobre ?

JEAN-PIERRE BEKOLO : À l'approche de l'élection présidentielle camerounaise, un constat s'impose, lourd et brutal : après 43 années de pouvoir de Paul Biya, ce n'est plus seulement le système qui est malade, c'est l'âme même du pays. Nous ne vivons plus une simple crise politique, mais une ère nouvelle, aussi décisive que tragique : l'Afropocène.

Ce néologisme, calqué sur le concept d'« anthropocène », désigne une période où l'Afrique se détruit elle-même, par l'action de ses propres élites et la complicité passive de ses populations. Une machine à broyer les rêves, les institutions, et jusqu'à la dignité humaine. Une organisation méthodique du déclin, où nous sommes devenus nos propres colons — souvent plus impitoyables que ceux que nous avons chassés.

Les signes avant-coureurs existaient. Dès 1962, l'agronome René Dumont alertait : l'Afrique noire est mal partie. Son diagnostic, cinglant, évoquait déjà la corruption, l'incompétence, l'absence de vision. Plutôt que d'affronter ces vérités, les nouvelles élites au pouvoir firent interdire le livre. Préférant l'orgueil à la lucidité, elles choisirent le déni — un déni qui, soixante ans plus tard, a mûri en catastrophe.

Même un film ouvertement raciste comme *Africa Addio* (1966)¹, qui prophétisait le chaos post-indépendance, semble hélas avoir saisi une partie de la réalité : celle d'une classe dirigeante qui, dès les premiers jours, a choisi de trahir plutôt que de bâtir.

Aujourd'hui, les jeunes camerounais résument cette faillite en un mot en langue Douala: Ndem. Le Ndem, c'est la galère absolue, l'échec total. Mais au-delà du mot-valise employé dans les conversations de rue, le Ndem est devenu un mode de gouvernance. Un État-Ndem. Un peuple-Ndem.

Et au centre de ce système, un homme : Paul Biya. 92 ans. 43 ans au pouvoir. Sa candidature pour un nouveau mandat de sept ans n'est plus un acte politique — c'est une insulte. Une insulte à l'histoire longue de l'Afrique, à ceux qui se sont battus pour sa dignité : Fanon, Sankara, Mandela, Ki-Zerbo, Um Nyobè... Tous ont œuvré pour une Afrique libre, unie,

¹ *Africa Addio* (1966) est un documentaire italien controversé de Jacopetti et Prosperi, qui montre de façon sensationnaliste et brutale les violences, guerres et bouleversements liés aux indépendances africaines.

intellectuellement vivante. Biya, lui, incarne l'anti-vision : le vide, l'immobilisme, la conservation à tout prix.

Il valide, par sa longévité même, les pires clichés coloniaux : l'Africain accroché au pouvoir, corrompu, incapable de penser l'avenir. Il est la caricature en chair et en os, le visage d'un désastre qui dépasse les frontières du Cameroun.

Car derrière lui, c'est toute une élite qui « nous fait honte ». Ministres, hauts fonctionnaires, chefs traditionnels — tous participent à cette mise en scène d'un pouvoir qui ne produit plus rien, si ce n'est de la peur. La peur de parler, de voter, de penser. La peur, selon Hannah Arendt, c'est là où justement la politique meurt.

La France, aussi, est interpellée. Biya est « son dernier monstre colonial », placé et maintenu pour étouffer dans l'œuf toute velléité de révolte — surtout au Cameroun, seul pays d'Afrique noire à avoir pris les armes contre elle. Les massacres des indépendantistes de l'UPC (Union des populations du Cameroun), le napalm, les villages rasés... Tout cela a été effacé, nié, recouvert par le règne silencieux de Biya. Un règne qui dure encore.

Alors oui, face à cette élection, l'état d'esprit n'est ni à l'espoir ni à l'enthousiasme. Il est au constat. Constat qu'un peuple entier a été dépossédé de son avenir. Constat que les mots manquent pour décrire l'étendue du désastre — d'où la nécessité d'en inventer de nouveaux : « Ndem », « Afropocène ».

Sortir de cette ère ne commencera pas par un bulletin de vote, mais par une prise de conscience collective. Reconnaître que nous y sommes. Nommer le mal. Refuser la honte, la peur, et cette bêtise qui est devenue outil de gouvernement.

Comme je l'ai déjà écrit ailleurs, il faudra des « intellectuels thérapeutiques » et des « politiciens guérisseurs » pour reconstruire les imaginaires, panser les mémoires, redonner un sens aux mots qui, aujourd'hui, ne veulent plus rien dire.

L'élection de 2025 ? Elle aura lieu. Mais dans l'Afropocène, elle ne sera qu'un épisode de plus dans la longue litanie du Ndem. À moins que, peut-être, elle ne marque le début de la fin de l'amnésie.

Pensez-vous que les artistes et les intellectuels peuvent jouer un rôle dans le débat démocratique et l'accompagnement des transformations politiques ?

L'article que j'ai écrit sur « Tchiroma, le diable repent » est précisément une réponse à cette question, parce qu'il illustre concrètement ce rôle. Ce n'est pas un texte de journaliste ou de politicien, mais bien la parole d'un artiste qui refuse de réduire la politique au seul pragmatisme. Au lieu de parler chiffres, coalitions ou calculs électoraux, il met en avant des valeurs fondamentales – la vérité, le bien, le beau – et rappelle que sans elles, une société perd son âme.

En racontant comment les enfants riaient des mensonges du ministre Issa Tchiroma Bakary – qui récemment a démissionné pour se présenter contre Paul Byia –, l'artiste fait plus qu'une critique : il montre comment le mensonge s'est enraciné dans la culture collective et menace l'éducation des générations futures. C'est une manière de transformer un débat politique en réflexion éthique et symbolique, qui invite chacun à voir au-delà de l'élection.

Autrement dit, cet article n'est pas seulement une opinion sur un candidat ; c'est une démonstration de ce que peut être l'apport d'un artiste au débat démocratique :

- rappeler les valeurs non négociables,
- dénoncer les dérives morales qui s'installent,
- défendre l'utopie et le rêve comme conditions nécessaires pour se projeter dans l'avenir.

En ce sens, oui, les artistes et les intellectuels ont un rôle essentiel : ils ne sont pas là pour remplacer les acteurs politiques, mais pour éclairer la société sur ce qu'elle risque de perdre en chemin si elle oublie la vérité, la justice et l'intégrité.

TCHIROMA, LE DIABLE REPENTI

Par Jean-Pierre Bekolo

La campagne présidentielle qui s'annonce vient de prendre une tournure inattendue : celle de l'éthique. La prophétie de l'évêque de Yagoua, qui invitait il y a quelques mois le diable à prendre le pouvoir quitte à « gérer après », serait-elle en train de se réaliser ? L'exaspération des Camerounais face au régime Biya fait glisser le débat du côté du pragmatisme, voire du cynisme, reléguant les valeurs au second plan. Le choix du « candidat consensuel » par l'Union pour le changement, le 13 septembre – jour anniversaire de l'assassinat de Um Nyobè – ressemble plus à ce pacte avec le diable : nous savons qu'il incarne tout ce que nous rejetons, mais nous nous persuadons qu'il saura mieux « défendre les votes »... votes dont nous admettons à l'avance qu'ils seront volés.

Ce qu'il faut voir derrière ce défaitisme, c'est l'acceptation collective de tourner le dos à nos valeurs. Dans ce pays où les églises et mosquées sont pleines, la majorité a pourtant renoncé à la vérité, comme si l'on pouvait bâtir une société sur le mensonge et l'injustice tout en priant que Dieu répare ce que nous laissons détruire. Ici, la tricherie d'État est devenue la norme : détournements, confiscation de la vérité, mensonge érigé en système.

Et voici l'ancien ministre Issa Tchiroma Bakary qui, dans un élan de repentance, demande qu'on lui pardonne ses deux décennies de péchés comme porte-parole du régime Biya. Mais je ne peux oublier cette image : chaque fois qu'il apparaissait à la télévision, les enfants accouraient, non pour écouter, mais pour rire de ses mensonges. Ils savaient d'avance que ce grand-père-ministre allait mentir, et quand le mensonge tombait, ils éclataient de rire avant de repartir jouer. Comment élever des enfants dans un pays où les anciens, représentants de l'État, mentent publiquement ? Quelles valeurs leur transmettons-nous ?

Or les mensonges de Tchiroma n'ont pas été que des farces. Ils ont brisé des vies. Vanessa Tchatchou, cette jeune fille de 17 ans à qui l'on a volé son bébé quelques heures après son accouchement, et qui s'est battue pour le retrouver, dénonçant des trafics d'enfants. Des accusations balayées et ridiculisées publiquement par Tchiroma. Les enfants de Ngarbuh, victimes de massacres dans une guerre qui continue encore. Le 14 février 2020, des militaires camerounais et des supplétifs ont tué au moins 21 civils, dont 13 enfants et une femme enceinte (selon l'ONU et Human Rights Watch) dans cette région anglophone. Le gouvernement a d'abord nié, par la

voix d'Issa Tchiroma et d'autres responsables, parlant de « fake news » ou de « victimes collatérales », falsifiant une vérité crue et odieuse.... Des exemples parmi d'autres, de la forfaiture de la parole de Tchiroma. Le vrai crime n'est pas seulement contre ces victimes, mais contre toute une société où le mensonge est devenu valeur éducative – un poison qui mettra des décennies à disparaître.

Alors, à ceux qui lui donnent un chèque en blanc aujourd'hui au candidat Tchiroma au nom du pragmatisme, je demande : peut-on vraiment appeler « consensus » une compromission qui piétine la vérité, la justice, l'intégrité ? Ces valeurs ne sont pas des idéaux abstraits ; elles sont les conditions mêmes de notre survie comme peuple et comme nation.

Moi, je suis artiste, cinéaste, rêveur. Je refuse de croire que la vie se réduit au calcul politique. Je choisis l'utopie, car après l'élection, il nous faudra continuer à vivre avec nous-mêmes. Si déjà on a tout pris aux Camerounais, qu'on ne leur vole pas en plus le rêve d'un monde où l'on dit la vérité, où l'on fait le bien, où l'on aspire au beau. J'accorde à Tchiroma le mérite d'avoir, au moins du bout des lèvres, reconnu certaines de ses fautes – ce que d'autres n'ont jamais fait. Mais sa repentance ne suffit pas. Sa versatilité, sa réputation de girouette, son instabilité en font un risque trop grand pour la présidence. Si avenir politique il devait y avoir pour lui, ce ne pourrait être qu'au sein d'une coalition solide, où ses dérives seraient contenues par des garde-fous.

CINÉMA SANS CAMÉRA : FILMER LA RÉPUBLIQUE DEEPPFAKE DU CAMEROUN

**Comment percevez-vous les attentes et les désillusions de la jeunesse face à cette élection ?
Comment votre art s'en fait-il l'écho ?**

Tout a commencé par un tweet. À 93 ans, Paul Biya, président du Cameroun depuis plus de quarante ans, annonce sa candidature à un nouveau mandat par une simple photo retouchée, postée en ligne. Aucun discours. Aucune apparition. Aucune chair. Juste une image qui tient lieu de présence.

Ce geste absurde et glaçant dit tout : la politique camerounaise s'est évaporée dans le virtuel. Le pays est gouverné par un fantôme numérique. La République est devenue un *deepfake*.

Face à cette dissolution du réel, que peut encore le cinéma ?

Tourner des images « réelles » n’a plus de sens — la caméra ne capturerait que des décors, des couloirs vides, des sourires contraints, un théâtre soigneusement verrouillé. C’est pourquoi, après avoir réalisé, en 2013, *Le Président, comment sait-on qu’il est temps de partir*?² — film interdit au Cameroun qui anticipait déjà sur cette disparition du président —, j’ai choisi une voie plus radicale : inventer un cinéma sans caméra.

Aujourd’hui, tout le monde filme. Chaque téléphone est une caméra. La question n’est plus de produire des images, mais de les comprendre, de les re-montrer, de les re-penser. Mon nouveau projet, *Cinéma sans Caméra : La République Deepfake du Cameroun*, naît de ce constat. Il suit un monteur — mon double à l’écran — qui collecte les fragments épars de notre réalité numérique : tweets, messages vocaux WhatsApp, lives TikTok interrompus, hashtags censurés...

Chaque élément devient une séquence. Chaque silence, un plan. Chaque bug, une preuve. Le montage devient une méthode d’investigation, une autopsie du simulacre.

Ce film est politique parce qu’il affronte de front la mascarade d’un pouvoir sans corps, qui ne se maintient que par l’image et la peur. Il est autobiographique parce qu’il renoue avec mes premières amours : le montage, cet art de penser par l’agencement, ce lieu où le récit se construit dans la collision et le hors-champ.

Il est afrofuturiste et expérimental parce qu’il assume son époque : celle de l’intelligence artificielle, où la « prompte l’hors-champremplace la caméra, et où le glitch devient une faille de vérité.

Ici, le Cameroun n’est pas filmé : il est remonté. Comme une archive vivante. Comme une polyphonie de voix que le pouvoir voudrait faire taire. Hadja Awa³, journaliste censurée, réapparaît en bug — sa voix résiste, persiste, et fissure la narration officielle.

Cinéma sans Caméra est une expérience sensorielle et conceptuelle. Une radiographie qui se veut remède. Un film qui ne parle pas du Cameroun, mais qui devient le Cameroun : cette République deepfake où le réel a été remplacé par son double factice — et où seul un cinéma du recyclage, du détournement et de la mémoire peut encore rouvrir l’imaginaire.

Parce qu’il ne suffit plus de filmer ce que l’on voit. Il faut révéler ce qui manque.

² À la croisée de la fiction et du documentaire, Jean-Pierre Bekolo interroge à travers cette œuvre cinématographique la guerre de succession et une forme de folie qui s’empare des médias tandis que le président qui gouverne son pays depuis 42 ans a disparu.

³ Hadja Awa est une influenceuse camerounaise très critique du régime en place. Elle a été arrêtée en août 2025.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AFRIQUE/S



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.